

nies autonomes vont prendre part, et qui aura lieu, je pense, dans la ville de Londres, Angleterre. Je suis d'avis qu'il serait entièrement dans l'ordre et très désirable de faire quelques représentations par l'entremise du gouvernement fédéral à cette conférence, afin de produire les témoignages échangés entre le gouvernement anglais et le gouvernement canadien au sujet de cette conférence. Je remarque dans une communication émanant du gouvernement anglais que demande est faite afin que les matières devant être considérées devraient être suggérées et transmises par ce gouvernement. Le gouvernement anglais semble être désireux d'obtenir quelques suggestions sur ce que l'on devrait étudier, et je suis fortement d'avis que c'est une question qui devrait être considérée. Lorsque j'ai mentionné ce sujet ce matin, Monsieur le président, vous avez suggéré que je pourrais soulever la question lorsque le rapport du comité serait soumis à la Chambre, mais si cela se faisait, il pourrait sembler que j'agiserais entièrement de ma propre initiative et que le comité ne m'appuierait aucunement. Si le comité était pratiquement unanime sur ce sujet, il pourrait avoir quelque valeur s'il allait à la Chambre en tant que recommandation émanant du comité, plutôt que d'une opinion spéciale venant de moi. Je suggérerais donc qu'il est désirable de modifier le rapport au sujet duquel il a été présenté une proposition, en y ajoutant une clause telle que celle que j'ai esquissée.

M. GARLAND: Je suis d'avis que les paroles prononcées par M. Good à ce sujet ont beaucoup de substance. Je sais effectivement d'après une brève étude que j'ai faite de la situation, que des autorités éminentes comme l'hon. M. McKenna, sir Edward Hamlin, et lord Milner, ont prononcé des discours et écrit des articles touchant cette question importante, aussi bien que sur la question du crédit et le contrôle du crédit. Je crois que ces messieurs donnent toute leur attention actuellement à la question de la stabilisation du niveau des prix, et je n'ai aucun doute que c'est une question qui devrait être étudiée à la prochaine conférence économique.

Le PRÉSIDENT: M. Good parle de la stabilisation des prix; on ne peut pas discuter l'économie sans considérer la stabilisation du numéraire et des prix dans quelques pays. Je suppose que vous avez à l'esprit, Monsieur Good, les théories du professeur Fisher.

M. GOOD: Oui. Je suis d'avis que nous devrions faire à la Chambre une recommandation aussi explicite que concrète, afin que, en cas d'adoption, elle puisse être dirigée sur la conférence.

M. MITCHELL: A quel effet?

M. GOOD: Que la stabilisation du niveau des prix soit soumise à la discussion à la conférence économique d'octobre.

Le PRÉSIDENT: Ne serait-il pas présomptueux de notre part que de vouloir orienter, pour la gouverne de la conférence, la discussion des problèmes économiques?

M. GARLAND: Ne sommes-nous pas une nation?

Le PRÉSIDENT: A peine un comité; en plus, nous ne réalisons pas pleinement la portée de la théorie de M. Fisher.

M. GOOD: Sans nous commettre à orienter en aucun sens la méthode de stabilisation, nous pourrions tout au moins en esquisser l'opportunité. Personne à ma connaissance n'a émis de doute sur ce point.

Le PRÉSIDENT: Ne nous donnerions-nous pas un luxe facile en recommandant une initiative ayant des chances d'aboutir d'elle-même?

M. GOOD: Rien n'est moins certain.

M. MITCHELL: Mais nous n'avons pas été au fond de la question.

M. GOOD: Si la chose vient sur le tapis, on y prendra à peine garde. Le